

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	17	8

N° de la séance : 26

Objet de la délibération : Direction Habitat  
Logement - Observatoire des loyers des  
Alpes Maritimes - Convention de  
participation financière 2019

☒ Original  
▪ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2019.153

Date de la convocation :

**Le 09/07/2019**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **22 JUL. 2019**

de la réception s/Préfecture  
en date du **19 JUL. 2019**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne PAVAN SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 15 juillet 2019**

L'an deux mil dix-neuf et le 15 juillet à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Joseph LE CHAPELAIN, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

**ABSENTS :**

Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD

**Madame BLAZY,**

Par délibération du Conseil Communautaire n° CC.2015.175 en date du 21 décembre 2015, la CASA a approuvé le renouvellement de la convention cadre de l'Observatoire des loyers des Alpes Maritimes pour une durée de 3 ans.

L'Observatoire des loyers, mis en place depuis 2013, est un outil de connaissance du marché locatif privé. Il résulte d'une démarche partenariale, associant l'Etat, la Métropole Nice Côte d'Azur, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur, l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes Maritimes (ADIL), la Caisse d'Allocation Familiale depuis 2016 ainsi que les professionnels de l'immobilier (FNAIM Côte d'Azur, Fédération des Promoteurs Immobiliers Côte d'Azur Corse).

L'Observatoire des loyers vise à faciliter la connaissance et la lisibilité du marché locatif et à développer les instruments de consultation et les outils d'aide à la décision en matière de logement, afin d'assurer le développement d'une offre de logements publics et privés à loyers maîtrisés.

En raison des contraintes budgétaires imposées par le pacte financier, la CASA n'a pas été en mesure de renouveler la convention cadre, et en a informé l'ADIL par courrier en date du 12 novembre 2018.

Toutefois, au titre de l'année 2019, la CASA souhaite apporter une participation financière à l'Observatoire des loyers et s'engage à subventionner l'ADIL 06, maître d'œuvre de cet observatoire, afin de lui permettre d'assurer sa mission avec efficacité.

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2006.046 du 10 juillet 2006 relative à la définition de l'intérêt communautaire en matière de politique du logement social/habitat ;

Vu la délibération n° CC.2011.119 Conseil Communautaire du 23 décembre 2011 approuvant le Programme Local de l'Habitat ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2017.202 du 18 décembre 2017 relative à la prorogation du 2<sup>ème</sup> PLH 2012-2017 pour deux ans ;

Vu la délibération n° CC.2018.226 du 17 décembre 2018 arrêtant le projet de 3<sup>ème</sup> PLH de la CASA 2020-2025 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2019.066 du 1<sup>er</sup> avril 2019 portant sur le 2<sup>ème</sup> arrêt du 3<sup>ème</sup> PLH 2020-2025 suite aux avis des communes et notamment sur la fiche action n°19 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2014.005 du 14 avril 2014 par laquelle le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention à recevoir ou à accorder ;

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'attribuer à l'association ADIL 06 une subvention d'un montant de 7 000 €, au titre des actions menées par l'Observatoire des loyers ;
- d'approuver la convention de participation financière entre l'association ADIL 06 et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à l'habitat et au logement à signer ladite convention ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; Direction Habitat Logement ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération.



**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'attribuer à l'association ADIL 06 une subvention d'un montant de 7 000 €, au titre des actions menées par l'Observatoire des loyers ;
- d'approuver la convention de participation financière entre l'association ADIL 06 et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à l'habitat et au logement à signer ladite convention ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; Direction Habitat Logement ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 15 juillet 2019  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,  
  
Le Président,

  
Jean LEONETTI

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'AGENCE DEPARTEMENTALE  
D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT  
DES ALPES MARITIMES  
POUR L'OBSERVATOIRE DES LOYERS DES ALPES MARITIMES**

**Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 15 juillet 2019.

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

**ET**

L'Association dénommée Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes Maritimes régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'informer le public sur toute question relative au logement et à l'habitat, dont le siège social est situé 5 Rue du Congrès à Nice, représentée par Madame ESTROSI-SASSONE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **ADIL 06**

**EXPOSE**

L'Observatoire des Loyers des Alpes Maritimes, mis en place en 2013 est un outil de connaissance du marché locatif privé. Il résulte d'une démarche partenariale, associant l'Etat, la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, la Métropole Nice Côte d'Azur, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur, l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes Maritimes, la Caisse d'Allocation Familiale et les professionnels de l'immobilier (FNAIM Côte d'Azur, Fédération des Promoteurs Immobiliers Côte d'Azur Corse).

Pour la bonne exécution de ses missions et plus particulièrement en ce qui concerne la connaissance des marchés du logement et le développement d'une offre de logements publics et privés à loyers maîtrisés, ses partenaires doivent pouvoir disposer d'éléments précis sur les loyers du secteur libre.

Cet observatoire départemental vise à :

- Faciliter la connaissance, le financement et la lisibilité du marché locatif,
- Etre un lieu d'échanges dans le domaine du logement,
- Développer des instruments de consultation et de concertation essentiels à la production de véritables outils d'aide à la décision en matière de logement,
- Traduire en chiffres et analyser les réalités observées.

La maîtrise d'œuvre de cet observatoire a été confiée à l'ADIL06.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION.**

Par la présente convention, la CASA s'engage à subventionner l'ADIL 06 afin de lui permettre d'assurer sa mission avec efficacité.

#### **ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2019.

#### **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à :

210 000 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (fiche 3-2-2).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

L'ADIL reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la CASA.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A pour 2019 est de 7 000 € Maximum.

Cette subvention sera versée en une seule fois après signature de la convention par les deux parties et transmission du bilan de l'année 2018 concernant l'observation sur le territoire de la CASA.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

#### **ARTICLE 6 : MODALITÉS DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

La CASA et l'association procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action dans le cadre des comités de pilotage organisés par l'Association qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

L'Association invitera la CASA à son Assemblée Générale et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par ADIL 06.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'observatoire des loyers des Alpes Maritimes auxquels la CASA a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

L'ADIL 06 devra mentionner la participation de la CASA dans tous les documents diffusés relatifs à l'observatoire des loyers des Alpes Maritimes.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

L'ADIL 06 s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'Association ADIL 06 remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'observatoire des loyers, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> juillet au plus tard de l'année 2019.
- L'Association ADIL 06, qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, s'engage à transmettre à la CASA tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi qu'un bilan certifié conforme du dernier exercice connu.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association ADIL 06, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTRÔLE DE LA C.A.S.A.**

ADIL 06 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Durant toute la durée de la présente convention, un contrôle, éventuellement sur place, peut être réalisé par la C.A.S.A., en vue de vérifier l'usage des fonds et d'évaluer l'action financée.

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : LITIGES**

L'ADIL 06 et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le  
En deux exemplaires

Pour l'Association ADIL 06,  
La Présidente

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
La Vice-Présidente déléguée à  
L'Habitat et au Logement

**Dominique ESTROSI-SASSONE**

**Marguerite BLAZY**

## 3-2.2 Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2019

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	<b>1200</b>	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	1000	<b>74- Subventions d'exploitation<sup>10</sup></b>	
Autres fournitures	200	CUCS	
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>14000</b>		
Locations	10000	Droit commun :	
Entretien et réparation	3000	Etat :	
Assurance		- DREAL PACA	150000
Documentation	1000	Région(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>58000</b>	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Département(s) :	
Publicité, publication	5000	-	
Déplacements, missions	2000	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>11</sup>	
Services bancaires, autres	51000	- CASA	10000
<b>63 - Impôts et taxes</b>	<b>16000</b>	- Métropole NCA	40000
Impôts et taxes sur rémunération,	16000	-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>125000</b>	- CAF	10000
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	88000	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	37000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>	<b>800</b>	<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>210000</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>210000</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>12</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>210.000</b>	<b>TOTAL</b>	<b>210.000</b>

<sup>10</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>11</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>12</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.



## 6-6. Compte rendu financier de l'action : données chiffrées

**Règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée (exemple : quote-part ou pourcentage des loyers, des salaires, etc.) :**

Nous avons affecté les charges en respectant la proportion de la subvention de la CASA par rapport aux charges totales de l'ADIL 06.

**Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget final exécuté :**

**En recettes**

RAS

**En dépenses**

RAS

**Contributions volontaires en nature affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée<sup>22</sup> ?**

Aucune

**Observations à formuler sur le compte rendu financier de l'opération subventionnée :**

RAS

Je soussignée, Dominique Estrosi-Sassone

Représentant(e) légal(e) de l'association, par délégation de signature de

certifie exactes les informations du présent compte rendu.

Fait, le 5 juin 2012 à Nice

Signature



**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 15/07/2019  
Numéro : BC\_2019\_153  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Observatoire des loyers des Alpes Maritimes -  
Convention de participation financière 2019  
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement  
**Interlocuteur**  
Nom : CHALIER Vanessa

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : fk4bPCE

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 19/07/2019  
Identifiant : 006-240600585-20190715-BC\_2019\_153-DE

**Acte reçu**

Date : 15/07/2019  
Numéro interne : BC\_2019\_153  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 5  
Objet : Observatoire des loyers des Alpes Maritimes - Convention de participation financière 2019  
Classification utilisée : 28/11/2018  
Document : 99\_DE-006-240600585-20190715-BC\_2019\_153-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 2  
99\_AU-006-240600585-20190715-BC\_2019\_153-DE-1-1\_2.PDF  
99\_AU-006-240600585-20190715-BC\_2019\_153-DE-1-1\_3.PDF

N